Comptes nationaux
2021

Comptes des administrations publiques

Institut des comptes nationaux

Banque Nationale de Belgique
Eurosystème

Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

Les comptes des administrations publiques sont établis par la Banque nationale de Belgique, en étroite collaboration avec le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération des nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique. La première paraît en avril, sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre.

Cette publication contient les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 2012 à 2021. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de tableaux reprenant les données statistiques et, occasionnellement, de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques. Dans la partie relative aux tableaux, la sélection des tableaux ne couvre qu'une partie du contenu des comptes des administrations publiques. L'ensemble des statistiques est diffusé en version électronique, via la base de données NBB.Stat.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 7 octobre 2022.

© Institut des comptes nationaux,
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciale est autorisée avec mention de la source.

ISSN ISSN 1379-6593 (online)

Avant-propos

La nouvelle publication des comptes des administrations publiques ne comporte pas de changements méthodologiques. Dans la version actuelle, les modifications se limitent à une révision courante des données des quatre dernières années.

La Présidente du Conseil d'administration de
l'Institut des comptes nationaux

Séverine Waterbley

Bruxelles, octobre 2022

Table des matières

Avant-propos 3

Commentaire 7

Tableaux

1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques 16

2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral 17

3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions 18
- 3.1 Communauté flamande 19
- 3.2 Communauté française 20
- 3.3 Région wallonne 21
- 3.4 Région de Bruxelles-Capitale 22
- 3.5 Communauté germanophone 23
- 3.6 Commission communautaire française 24
- 3.7 Commission communautaire flamande 25
- 3.8 Commission communautaire commune 26
- 3.9 Non réparti 27

4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales 28
- 4.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales flamandes 29
- 4.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales wallonnes 30
- 4.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales bruxelloises 31
- 4.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales germanophones 32
- 4.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales non-réparties 33

5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale 34

6 Détail du solde de financement des communautés et régions 35

Publications de l'ICN et personnes de contact 37

Remarques générales 41

Signes conventionnels 43

Liste des abréviations 45

Commentaire

Le solde de financement des administrations publiques s'élève à -5,6 % du PIB en 2021, contre -9,0 % l'année précédente.

L'amélioration du solde de financement est imputable à la reprise de l'activité économique et à la réduction des mesures budgétaires mises en place par les autorités publiques pour faire face à la crise du COVID 19. Les recettes ont bondi de 21 milliards d'euros à la suite du net redressement du PIB. Les dépenses ont enflé de près de 8 milliards ; parmi celles-ci, les dépenses directement imputables aux mesures discrétionnaires prises pour lutter contre la pandémie, de l'ordre de 18 milliards d'euros en 2020, sont retombées à environ 11 milliards d'euros en 2021.

La forte croissance du PIB nominal impacte à la baisse les ratios exprimés en pourcentage du PIB. Le ratio des dépenses primaires diminue de 3,2 points de pourcentage par rapport à 2020, pour revenir à 53,8 % du PIB. Les charges d'intérêts se replient de 0,2 point de pourcentage, à 1,7 % du PIB. Le ratio des recettes reste stable, à 49,9 % du PIB.

Tableau 1

Dépenses et recettes des administrations publiques

(millions d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses totales	231 560,7	240 446,0	248 201,9	270 844,7	278 744,4
(en pourcentage du PIB)	(52,0)	(52,3)	(51,9)	(58,9)	(55,5)
Dépenses primaires	221 061,6	230 671,2	238 804,9	261 902,8	270 244,8
(en pourcentage du PIB)	(49,7)	(50,1)	(49,9)	(57,0)	(53,8)
dont:					
Rémunérations	55 310,0	56 871,5	58 749,3	60 456,0	62 690,3
Prestations sociales	109 350,2	113 006,1	117 048,1	128 506,7	132 079,5
Formation brute de capital fixe	10 730,5	12 084,6	12 465,1	12 464,4	13 699,9
Charges d'intérêts	10 499,1	9 774,8	9 397,0	8 941,9	8 499,6
(en pourcentage du PIB)	(2,4)	(2,1)	(2,0)	(1,9)	(1,7)
Recettes totales	228 517,2	236 444,1	238 900,0	229 585,8	250 812,9
(en pourcentage du PIB)	(51,3)	(51,4)	(49,9)	(49,9)	(49,9)
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	196 578,1	203 557,5	205 248,2	197 235,0	216 329,0
(en pourcentage du PIB)	(44,2)	(44,2)	(42,9)	(42,9)	(43,1)
Solde de financement	-3 043,5	-4 001,9	-9 301,9	-41 258,9	-27 931,5
(en pourcentage du PIB)	(-0,7)	(-0,9)	(-1,9)	(-9,0)	(-5,6)
Solde primaire	7 455,6	5 772,9	95,1	-32 317,0	-19 431,9
(en pourcentage du PIB)	(1,7)	(1,3)	(0,0)	(-7,0)	(-3,9)
Dette publique (définition de Maastricht)	454 041,1	459 380,8	467 240,1	515 167,9	548 488,2
(en pourcentage du PIB)	(102,0)	(99,9)	(97,6)	(112,0)	(109,2)
p.m. PIB	445 050,1	460 050,8	478 645,0	459 826,3	502 311,6

Source: ICN.

La baisse des dépenses primaires résulte essentiellement de la réduction des mesures de soutien temporaires destinées à amortir les conséquences de la crise sanitaire, même si celles-ci restent substantielles. Les prestations sociales en espèces (chômage temporaire pour les salariés et droit passerelle pour les indépendants), les subventions aux entreprises (notamment aux hôpitaux et aux professions médicales) ainsi que les transferts courants aux indépendants et aux sociétés (indemnités compensatoires et primes de nuisance) s'inscrivent ainsi en recul. Les prestations sociales en nature augmentent pour atteindre 8,2 % du PIB, portées à la fois par les dépenses de santé liées à la crise sanitaire (vaccination, tests), par la reprise de l'activité dans le secteur de la santé et par les interventions en faveur des dépenses énergétiques de certains ménages instaurées à la fin de l'année. Les transferts au reste du monde progressent à nouveau en 2021, à la suite de la contribution plastique, nouvelle ressource propre de l'Union européenne mise en place en 2021, et de la prise en compte des montants dus au titre des ressources propres de l'Union après une sous-évaluation des droits de douane applicables aux importations de textiles chinois. Les transferts en capital se sont accrus à la suite de l'enregistrement des aides octroyées par la Région wallonne pour indemniser les victimes des inondations survenues en juillet 2021 (de l'ordre de 1,4 milliard d'euros).

La stagnation des recettes s'explique par l'évolution des recettes fiscales et parafiscales (+0,2 points de pourcentage) et des autres recettes (-0,2 points de pourcentage). Les impôts directs atteignent 15,8 % du PIB, mais leur ventilation est modifiée : les impôts directs des ménages diminuent de 0,4 points de pourcentage, compte tenu de la moindre progression de la masse salariale et des revenus de remplacement par rapport au PIB, tandis que les impôts directs des sociétés grimpent de 0,6 points de pourcentage, reflétant l'évolution des bénéfices des sociétés. Les impôts indirects augmentent de 0,4 points de pourcentage du fait de la reprise des dépenses de consommation des ménages.

Au niveau européen, la facilité pour la reprise et la résilience (Recovery and Resilience Facility – RRF) est entrée en vigueur en février 2021. Il s'agit d'un instrument temporaire qui permet à la Commission de lever des fonds afin d'atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19. Il financera les réformes et les investissements dans les États membres jusqu'au 31 décembre 2026. En 2021, les premiers transferts courants et en capital (257,3 millions d'euros) en provenance des institutions européennes en vue de financer le plan de relance belge ont été effectués. Ces transferts correspondent aux dépenses éligibles au financement de la facilité enregistrées en 2021, de sorte que l'impact de ces dépenses est neutre pour le solde de financement. En vertu du règlement sur la facilité pour la reprise et la résilience, la contribution financière maximale pour le soutien financier non remboursable de chaque État membre a été mise à jour le 30 juin 2022 sur la base des données d'Eurostat relatives à la croissance du PIB réel en 2020 et à la croissance cumulée du PIB réel sur la période 2020-2021. Au terme de cette actualisation, il s'avère que la Belgique ne recevra que 4,52 milliards, soit environ 76 % de l'enveloppe (5,92 milliards) initialement prévue sur la base des prévisions de croissance de la Commission Européenne.

La dette publique (définition de Maastricht) a atteint 109,2 % du PIB à la fin de 2021, ce qui représente une diminution de 2,8 points de pourcentage par rapport à 2020, année marquée par un accroissement exceptionnel sous l'effet de la crise sanitaire. L'évolution favorable du ratio d'endettement en 2021 est entièrement attribuable à la croissance élevée du PIB nominal, puisqu'en termes absolus, la dette publique a continué à augmenter massivement (+ 33 milliards d'euros)

Le déficit de l'ensemble des administrations publiques est imputable, pour l'essentiel, au pouvoir fédéral, mais également aux communautés et régions, conséquence des mesures de soutien octroyées par les instances régionales et de l'aide apportée par la Région wallonne aux sinistrés des inondations. Les administrations locales et la sécurité sociale présentent des comptes, comme l'année précédente, en léger surplus.

Tableau 2

Capacité (+) / besoin (-) de financement des sous-secteurs des administrations publiques selon la procédure concernant les déficits excessifs

	2017	2018	2019	2020	2021
	(millions d'euros)				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-5 615,1	-1 040,6	-9 282,2	-32 660,2	-20 462,0
Communautés et régions (S.1312)	823,2	-2 017,9	-1 110,7	-10 110,0	-9 024,3
Administrations locales (S.1313)	943,2	-689,7	-67,6	563,8	136,4
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	805,2	-253,7	1 158,6	947,5	1 418,4
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-3 043,5	-4 001,9	-9 301,9	-41 258,9	-27 931,5
	(pourcentage du PIB)				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1,3	-0,2	-1,9	-7,1	-4,1
Communautés et régions (S.1312)	0,2	-0,4	-0,2	-2,2	-1,8
Administrations locales (S.1313)	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,0
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,3
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,7	-0,9	-1,9	-9,0	-5,6

Source: ICN.

La contribution du pouvoir fédéral ainsi que celle des communautés et régions en termes absolus à la dette de l'ensemble des administrations publiques ont encore fortement augmenté en 2021. Ceci reflète les importants besoins de financement de ces entités, lesquels couvrent le financement de leur déficit ainsi que celui des mesures additionnelles de soutien sous la forme d'octrois de prêts et de prises de participation. La contribution des administrations locales à la dette de l'ensemble des administrations publiques diminue légèrement et celle de la sécurité sociale l'atténue.

Tableau 3

Contribution à la dette brute consolidée

(millions d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Pouvoir fédéral (S.1311)	384 270,6	388 316,9	395 518,7	429 183,5	456 241,4
Communautés et régions (S.1312)	57 172,2	58 345,3	61 030,2	75 995,1	84 720,4
Administrations locales (S.1313)	23 703,0	23 590,6	23 267,4	23 156,4	22 975,3
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-11 104,7	-10 872,0	-12 576,2	-13 167,1	-15 448,8
Ensemble des administrations publiques (S.13)	454 041,1	459 380,8	467 240,1	515 167,9	548 488,2

Source: ICN.

La sixième réforme de l'État[1], dont le volet budgétaire est, pour l'essentiel, entré en vigueur en 2015 et, accessoirement, en 2016, a introduit les additionnels régionaux à l'impôt des personnes physiques.

En ce qui concerne l'impôt des personnes physiques régional, d'application depuis l'exercice d'imposition 2015, il existe une différence significative entre l'enregistrement selon le SEC et les flux de trésorerie qui en découlent. L'ICN publie deux soldes pour le pouvoir fédéral et pour les régions, l'un selon le concept du SEC 2010 et l'autre intégrant les avances en matière de centimes additionnels régionaux.

À l'exception de deux commissions communautaires, la commission communautaire commune et la commission communautaire flamande qui affichent un léger surplus, toutes les entités des communautés et des régions voient leur solde de financement demeurer déficitaire en 2021.
Si l'impôt régional sur le revenu des personnes physiques est remplacé par les avances fédérales, toutes les entités concernées présentent un solde moins négatif.

1 De plus amples explications sur la sixième réforme de l'État sont disponibles dans la note intitulée « Modifications méthodologiques »

Tableau 4

Détail du solde de financement des communautés et régions

(millions d'euros)

	2017	2018	2019	2020	2021
Solde SEC 210					
Communauté flamande	1 417,0	-697,2	393,4	-5 418,6	-3 215,5
Communauté française	-207,7	-207,5	-350,7	-1 519,3	-867,6
Communauté germanophone	-33,3	-3,4	-19,2	-51,7	-50,8
Région wallonne	-254,6	-695,1	-485,7	-1 838,1	-3 628,4
Région de Bruxelles-Capitale	-186,6	-394,1	-701,5	-1 194,4	-1 489,3
Commission communautaire commune	23,3	-90,4	-1,2	-11,5	111,4
Commission communautaire française	15,4	5,8	-7,4	-6,3	-7,7
Commission communautaire flamande	-2,3	-51,6	-18,4	-38,9	5,5
Unités interrégionales et ajustement statistique	52,2	115,5	79,9	-31,1	118,3
Total des communautés et des régions	823,2	-2 017,9	-1 110,7	-10 110,0	-9 024,3
Soldes incorporant les avances en matière de centimes additionnels régionaux					
Communauté flamande	806,7	-704,7	130,3	-6 014,4	-2 890,0
Région wallonne	-195,3	-757,3	-516,5	-2 171,2	-3 192,2
Région de Bruxelles-Capitale	-129,8	-441,0	-697,3	-1 291,0	-1 391,0
Total des communautés et des régions	329,0	-2 134,7	-1 400,5	-11 135,4	-8 164,0
p.m. Pouvoir fédéral	-5 120,8	-924,0	-8 992,6	-31 634,7	-21 322,0

Source: ICN.

Globalement, les administrations locales enregistrent un résultat positif. Le solde des communes et des CPAS flamands est influencé positivement par l'augmentation des transferts en provenance de la Communauté flamande. Les pouvoirs locaux wallons, bruxellois et germanophones ont enregistré de légers déficits.

Tableau 5

Estimations des soldes de financement selon le SEC des administrations locales (par autorité de tutelle et par type d'administration)

(millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Communauté flamande	-502	92	433	112
Communes[1]	-400	119	364	-8
CPAS	70	-71	-	-
Provinces	-91	2	-17	9
Autres entités	-81	42	86	111
Région wallonne	-60	20	-24	142
Communes	-92	52	0	-3
CPAS	-40	-13	17	36
Provinces	29	-10	-49	64
Autres entités	43	-8	8	45
Région de Bruxelles-Capitale et Commission communautaire commune	-21	76	-57	24
Communes	-72	45	-138	4
CPAS	16	-4	57	-11
Autres entités	34	36	24	31
Communauté germanophone	0	-10	-2	11
Communes	-1	-8	-4	9
CPAS	-3	-3	1	1
Autres entités	3	1	1	1
Zones de police	-53	-26	-71	-103
Zones de secours	-6	21	-2	-19
Total ventilé	-643	172	278	167
Corrections non ventilables[2]	-47	-240	286	-30
Totaal vorderingensaldo lokale besturen	**-690**	**-68**	**564**	**137**

Source: ICN.

1 En raison de l'intégration du contrôle de gestion et du reporting financier des CPAS flamands aux communes à partir de l'exercice 2020, les soldes séparés de ces deux entités ne seront plus publiés à partir de 2020.

2 L'ajustement au titre de l'imputation différente des additionnels au précompte immobilier et à l'impôt des personnes physiques entre les comptes annuels des autorités locales et les comptes SEC est réparti entre les différentes entités et ne constitue plus un ajustement non ventilable.

Tableaux

Tableaux synoptiques

1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	173.163,9	179.089,4	182.238,1	185.202,9	187.625,3	196.578,1	203.557,5	205.248,2	197.235,0	216.329,0
Impôts directs	62.538,3	65.657,1	67.158,2	67.988,7	68.753,4	73.898,7	77.142,6	74.882,0	72.177,0	79.288,1
Ménages	49.707,7	52.239,3	53.215,2	53.015,7	52.576,8	54.442,5	55.881,2	55.614,4	55.608,8	58.508,4
Sociétés	11.941,7	12.500,6	12.893,5	13.961,2	15.082,2	18.390,5	20.085,6	18.034,6	15.239,2	19.540,6
Autres secteurs	888,9	917,2	1.049,5	1.011,8	1.094,4	1.065,7	1.175,8	1.233,0	1.329,0	1.239,1
Impôts indirects	52.159,3	53.050,0	54.028,2	54.834,3	57.472,2	59.304,8	61.528,1	63.795,8	59.597,3	67.443,4
Cotisations sociales effectives	55.148,3	56.409,3	57.153,5	58.741,1	58.053,2	59.758,1	61.114,8	63.179,3	62.173,1	65.518,5
Impôts en capital	3.318,0	3.973,0	3.898,2	3.638,8	3.346,5	3.616,5	3.772,0	3.391,1	3.287,6	4.079,0
Cotisations sociales imputées	9.150,7	9.560,2	9.609,2	9.257,9	9.549,4	9.935,0	10.186,4	10.392,4	10.724,6	11.009,7
Intérêts reçus	1.270,3	1.319,5	1.345,1	1.307,5	1.335,1	1.317,3	1.319,0	1.231,1	1.238,1	1.270,5
Autres revenus de la propriété	3.236,8	3.567,0	2.524,5	2.202,7	2.418,0	2.673,5	2.787,6	2.663,6	1.890,6	2.302,2
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	4.047,6	3.713,7	3.755,2	3.506,0	3.354,0	3.482,6	3.742,4	4.149,5	4.058,8	4.227,1
Ventes courantes de biens et services produits	10.022,7	10.399,2	12.027,6	12.108,0	13.375,9	14.065,5	14.548,3	14.914,3	14.148,1	14.942,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	533,5	525,8	255,1	207,9	630,0	465,2	302,9	300,9	290,6	731,5
Total Recettes	**201.425,5**	**208.174,8**	**211.754,8**	**213.792,9**	**218.287,7**	**228.517,2**	**236.444,1**	**238.900,0**	**229.585,8**	**250.812,9**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	184.792,5	190.212,2	194.502,9	196.943,1	202.586,7	206.739,8	214.920,1	222.776,6	245.333,5	250.766,0
Rémunérations des salariés	49.150,2	50.694,2	52.173,6	52.330,3	53.619,4	55.310,0	56.871,5	58.749,3	60.456,0	62.690,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	16.622,7	16.535,6	17.287,7	17.161,7	17.566,5	17.877,1	19.079,0	19.672,5	19.846,4	21.384,6
Subventions	14.887,4	15.363,1	15.766,7	15.982,3	16.005,2	16.254,6	16.909,0	17.930,0	22.813,4	21.493,6
Prestations sociales	95.761,1	99.059,0	100.877,9	102.923,0	106.101,9	109.350,2	113.006,1	117.048,1	128.506,7	132.079,5
En espèces	65.447,5	68.256,5	69.257,2	70.745,4	72.875,0	75.175,5	77.442,3	80.063,8	91.600,5	90.850,5
En nature fournies par des producteurs marchands	30.313,6	30.802,5	31.620,7	32.177,6	33.226,9	34.174,7	35.563,8	36.984,3	36.906,2	41.229,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.474,2	3.304,6	3.501,5	3.283,5	3.614,0	3.541,1	3.816,7	4.012,6	5.741,2	4.989,5
Transferts courants aux entreprises	185,8	127,4	114,0	175,0	135,0	123,2	122,1	138,4	1.813,0	1.101,4
Transferts courants au reste du monde	4.711,1	5.128,3	4.781,5	5.087,3	5.544,7	4.283,6	5.115,7	5.225,7	6.156,8	7.027,1
Charges d'intérêts	13.468,3	12.863,1	12.910,3	12.025,6	11.518,9	10.499,1	9.774,8	9.397,0	8.941,9	8.499,6
Dépenses en capital	19.841,3	17.394,3	16.656,2	14.882,0	14.345,6	14.321,8	15.751,1	16.028,3	16.569,3	19.478,8
Formation brute de capital fixe	9.592,9	9.136,1	10.328,3	10.387,5	10.366,0	10.730,5	12.084,6	12.465,1	12.464,4	13.699,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	753,1	543,6	60,8	121,0	85,6	159,4	225,5	125,9	177,6	182,3
Transferts en capital aux autres secteurs	9.495,3	7.714,6	6.267,1	4.373,5	3.894,0	3.431,9	3.441,0	3.437,3	3.927,3	5.596,6
Total Dépenses	**218.102,1**	**220.469,6**	**224.069,4**	**223.850,7**	**228.451,2**	**231.560,7**	**240.446,0**	**248.201,9**	**270.844,7**	**278.744,4**
Epargne brute	**144,1**	**1.330,7**	**671,3**	**1.524,5**	**824,2**	**7.840,0**	**8.288,3**	**3.666,5**	**-27.297,9**	**-12.593,4**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-16.676,6**	**-12.294,8**	**-12.314,6**	**-10.057,8**	**-10.163,5**	**-3.043,5**	**-4.001,9**	**-9.301,9**	**-41.258,9**	**-27.931,5**
Solde primaire	**-3.208,3**	**568,3**	**595,7**	**1.967,8**	**1.355,4**	**7.455,6**	**5.772,9**	**95,1**	**-32.317,0**	**-19.431,9**

2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	99.242,5	102.275,1	104.705,5	100.815,3	95.150,6	101.187,9	107.044,1	104.497,7	97.579,3	113.109,4
Impôts directs	56.852,2	59.842,3	61.648,3	57.524,2	52.451,3	57.224,5	61.039,3	57.817,3	54.375,5	63.532,0
Ménages	44.339,4	46.733,1	48.014,1	42.868,7	36.597,2	38.061,0	40.075,1	38.854,8	38.104,6	43.073,1
Sociétés	11.623,9	12.192,0	12.584,7	13.643,7	14.759,7	18.097,8	19.788,4	17.729,5	14.941,9	19.219,8
Autres secteurs	888,9	917,2	1.049,5	1.011,8	1.094,4	1.065,7	1.175,8	1.233,0	1.329,0	1.239,1
Impôts indirects	39.458,1	39.459,2	39.925,8	40.391,5	42.212,1	43.408,3	45.415,1	46.180,3	42.841,3	49.127,9
Cotisations sociales effectives	2.353,2	2.335,9	2.327,0	2.336,2	72,4	69,1	68,1	64,9	61,5	60,4
Impôts en capital	579,0	637,7	804,4	563,4	414,8	486,0	521,6	435,2	301,0	389,1
Cotisations sociales imputées	2.314,2	2.464,2	2.503,1	2.358,2	2.427,8	2.497,6	2.623,1	2.701,0	2.820,7	2.921,3
Intérêts reçus	545,5	546,9	500,0	472,1	450,5	414,7	386,8	370,3	350,9	358,3
Autres revenus de la propriété	1.854,4	2.237,8	1.574,6	1.042,8	1.272,5	1.438,7	1.578,9	1.513,8	795,8	1.184,1
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	1.778,0	1.692,1	1.583,7	1.275,2	1.086,3	1.126,9	1.197,5	1.440,9	1.131,3	1.048,9
Ventes courantes de biens et services produits	1.793,4	1.854,7	3.376,3	3.388,1	3.620,9	3.620,1	3.730,5	3.862,3	3.708,5	3.659,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	153,4	168,7	203,0	268,2	2.614,7	2.741,9	2.916,6	3.063,6	3.014,1	3.273,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	352,0	293,2	89,8	43,8	450,0	294,3	84,1	89,9	78,2	233,6
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.626,5	2,6	0,6	2,9
Total Recettes	**108.033,4**	**111.532,7**	**114.536,0**	**109.663,7**	**107.073,3**	**113.322,1**	**121.188,1**	**117.542,1**	**109.479,4**	**125.791,4**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	101.122,7	104.704,7	108.355,2	100.756,5	103.921,4	106.132,1	110.205,4	115.034,9	130.347,4	134.120,1
Rémunérations des salariés	9.286,6	9.445,1	10.260,6	9.957,7	10.053,3	10.171,8	10.252,2	10.505,8	10.665,8	11.001,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	3.173,0	3.184,6	3.956,1	3.899,0	3.967,7	3.799,6	4.053,4	4.210,3	4.395,6	4.595,5
Subventions	4.806,0	4.991,6	4.975,0	5.045,7	4.816,8	4.787,9	5.341,8	5.772,2	7.502,3	6.582,7
Prestations sociales	9.105,1	9.322,5	9.489,4	8.989,9	5.330,9	5.589,0	5.818,7	6.181,1	6.733,8	7.664,4
En espèces	8.696,2	9.079,4	9.263,7	8.764,7	5.013,9	5.309,8	5.539,6	5.873,6	6.346,2	6.589,5
En nature fournies par des producteurs marchands	408,9	243,1	225,7	225,2	317,0	279,2	279,1	307,5	387,6	1.074,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	840,9	835,8	804,7	702,2	712,5	679,1	705,6	740,2	875,4	878,3
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	1,9	42,4	13,0	7,9	3,4	18,6	8,9	10,0
Transferts courants au reste du monde	4.613,1	5.045,7	4.697,7	4.991,2	5.429,7	4.173,1	5.027,5	5.143,6	6.060,7	6.944,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	48.376,9	48.904,5	50.089,1	38.929,5	39.556,9	44.014,7	46.267,6	48.017,3	46.584,3	53.207,1
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	20.921,1	22.974,9	24.080,7	28.198,9	34.040,6	32.909,0	32.735,2	34.445,8	47.520,6	43.236,3
Charges d'intérêts	12.496,1	11.818,9	11.809,7	10.916,8	10.589,7	9.572,6	8.859,6	8.543,0	8.076,2	7.470,2
Dépenses en capital	8.143,9	5.141,8	4.541,8	3.320,1	3.542,9	3.232,5	3.163,7	3.246,4	3.716,0	4.663,1
Formation brute de capital fixe	963,6	990,5	2.121,7	1.929,7	1.919,2	1.888,5	2.007,4	2.162,7	2.554,7	3.258,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	615,4	346,9	-75,7	-48,0	37,2	-0,3	19,9	-22,8	32,7	-2,1
Transferts en capital aux autres secteurs	6.446,6	3.635,5	2.419,5	1.370,7	1.485,1	1.275,6	1.003,3	1.005,3	1.047,4	1.326,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	118,3	168,9	76,3	67,7	101,4	68,7	133,1	101,2	81,2	79,8
Total Dépenses	**121.762,7**	**121.665,4**	**124.706,7**	**114.993,4**	**118.054,0**	**118.937,2**	**122.228,7**	**126.824,3**	**142.139,6**	**146.253,4**
Epargne brute	**-5.895,4**	**-5.386,2**	**-6.190,2**	**-2.210,6**	**-7.827,8**	**-2.620,6**	**430,1**	**-6.038,7**	**-28.554,0**	**-15.874,5**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-13.729,3**	**-10.132,7**	**-10.170,7**	**-5.329,7**	**-10.980,7**	**-5.615,1**	**-1.040,6**	**-9.282,2**	**-32.660,2**	**-20.462,0**

3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	10.262,2	11.330,3	11.300,4	15.917,1	22.062,8	23.072,1	22.864,2	23.827,5	23.828,1	23.909,7
Impôts directs	1.173,9	1.197,2	1.159,1	5.617,3	11.055,2	11.406,2	10.904,8	11.544,6	12.205,5	10.571,5
Ménages	1.173,9	1.197,2	1.159,1	5.617,3	11.055,2	11.406,2	10.904,8	11.544,6	12.205,5	10.571,5
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	6.334,5	6.783,8	7.037,8	7.215,6	7.851,3	8.305,6	8.454,3	9.071,7	8.380,0	9.388,7
Cotisations sociales effectives	14,8	14,0	9,7	8,8	224,6	229,8	254,7	255,3	256,0	259,6
Impôts en capital	2.739,0	3.335,3	3.093,8	3.075,4	2.931,7	3.130,5	3.250,4	2.955,9	2.986,6	3.689,9
Cotisations sociales imputées	5.209,4	5.470,7	5.587,9	5.424,3	5.629,0	5.889,0	6.011,1	6.112,1	6.259,3	6.414,4
Intérêts reçus	648,9	647,2	733,6	746,9	786,1	815,7	791,1	782,6	792,6	802,9
Autres revenus de la propriété	513,6	500,2	158,7	370,2	274,0	268,3	376,1	334,5	189,4	257,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	1.023,0	976,5	997,8	1.225,9	1.231,2	1.357,6	1.554,5	1.702,3	1.874,6	1.987,7
Ventes courantes de biens et services produits	5.015,8	5.248,1	5.203,9	5.219,9	5.981,7	6.447,1	6.656,7	6.747,5	6.449,7	7.125,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	33.052,4	33.309,6	33.985,8	29.384,3	29.477,9	30.180,2	31.267,6	32.013,5	29.549,2	33.044,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	5.951,5	6.324,4	6.637,1	16.970,5	18.453,8	19.099,6	19.551,0	20.086,1	19.861,1	21.272,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	116,2	162,5	99,3	85,6	136,4	113,5	165,0	179,0	151,2	265,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	96,0	138,4	69,0	50,6	87,6	62,0	118,1	85,0	71,8	79,4
Total Recettes	**61.889,0**	**64.107,9**	**64.773,5**	**75.395,3**	**84.120,5**	**87.305,1**	**89.355,4**	**91.870,1**	**89.027,0**	**95.159,1**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	54.219,5	55.807,4	56.842,5	72.152,7	74.288,7	77.018,3	79.492,1	82.597,5	88.614,2	91.092,4
Rémunérations des salariés	22.213,2	23.081,0	23.468,2	24.096,4	24.724,3	25.897,7	26.557,3	27.743,8	28.626,9	29.801,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	8.005,6	7.915,0	7.849,4	7.866,6	7.862,9	8.171,6	8.615,5	9.058,0	9.022,8	9.894,8
Subventions	4.314,8	4.490,6	4.586,2	8.559,8	8.799,3	8.959,8	9.089,3	9.554,3	10.294,6	10.491,3
Prestations sociales	9.393,6	9.578,3	9.906,0	19.983,3	20.987,7	21.732,8	22.520,2	23.319,8	24.063,3	25.111,6
En espèces	5.850,2	6.105,8	6.273,4	13.155,7	13.767,2	14.240,1	14.635,6	15.278,0	15.831,4	16.321,2
En nature fournies par des producteurs marchands	3.543,4	3.472,5	3.632,6	6.827,6	7.220,5	7.492,7	7.884,6	8.041,8	8.231,9	8.790,4
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.430,1	1.444,9	1.572,6	1.640,5	1.907,7	1.814,0	1.980,1	2.073,6	3.361,0	2.622,4
Transferts courants aux entreprises	75,4	74,6	68,6	75,6	74,7	70,6	72,4	73,2	1.593,8	992,3
Transferts courants au reste du monde	71,3	56,5	61,3	71,3	84,1	84,7	66,2	57,5	85,4	68,9
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8.715,5	9.166,5	9.330,2	9.859,2	9.848,0	10.287,1	10.591,1	10.717,3	11.566,4	12.109,7
Charges d'intérêts	1.035,6	985,4	1.034,8	1.033,8	1.134,9	1.128,5	1.118,1	1.151,0	1.151,9	1.209,2
Dépenses en capital	7.379,2	8.374,7	8.408,3	8.214,4	8.525,9	8.335,1	10.763,1	9.232,3	9.370,9	11.881,8
Formation brute de capital fixe	4.744,5	4.790,9	5.219,7	5.467,5	5.727,2	5.618,2	6.200,4	6.423,7	6.308,6	7.055,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	39,3	157,9	59,4	95,3	83,1	129,7	81,7	77,4	44,5	114,8
Transferts en capital aux autres secteurs	1.777,0	2.615,5	2.224,4	1.751,2	1.968,3	1.816,4	2.064,1	2.050,3	2.360,7	3.928,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	818,4	810,4	904,8	900,4	747,3	770,8	2.416,9	680,9	657,1	783,7
Total Dépenses	**62.634,3**	**65.167,5**	**66.285,6**	**81.400,9**	**83.949,5**	**86.481,9**	**91.373,3**	**92.980,8**	**99.137,0**	**104.183,4**
Epargne brute	**3.682,8**	**3.678,9**	**3.634,2**	**-1.002,8**	**5.541,3**	**5.852,4**	**5.211,8**	**4.901,8**	**-3.948,7**	**-1.177,5**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-745,3**	**-1.059,6**	**-1.512,1**	**-6.005,6**	**171,0**	**823,2**	**-2.017,9**	**-1.110,7**	**-10.110,0**	**-9.024,3**

3.1 COMMUNAUTÉ FLAMANDE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	6.209,4	6.635,6	6.703,8	9.631,0	13.454,2	14.745,1	14.229,1	15.090,0	14.713,1	14.907,0
Impôts directs	642,6	669,0	674,8	3.554,4	6.665,9	7.465,9	6.794,9	7.401,5	7.722,5	6.926,9
Ménages	642,6	669,0	674,8	3.554,4	6.665,9	7.465,9	6.794,9	7.401,5	7.722,5	6.926,9
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.945,3	4.142,5	4.319,0	4.371,2	4.850,5	5.185,8	5.275,8	5.730,5	4.998,9	5.653,1
Cotisations sociales effectives	14,8	14,0	9,7	8,8	224,6	229,8	254,8	255,2	256,0	259,6
Impôts en capital	1.606,8	1.810,1	1.700,3	1.696,6	1.713,2	1.863,6	1.903,6	1.702,7	1.735,8	2.067,3
Cotisations sociales imputées	3.150,9	3.293,1	3.363,5	3.301,9	3.423,9	3.590,5	3.641,6	3.720,7	3.800,8	3.902,0
Intérêts reçus	301,6	296,1	319,0	344,6	374,0	410,1	414,6	422,3	441,6	435,3
Autres revenus de la propriété	393,8	401,2	109,6	294,2	127,5	139,1	143,5	116,2	136,8	166,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	479,3	438,3	452,9	602,4	516,7	656,6	819,5	858,8	965,1	1.096,0
Ventes courantes de biens et services produits	2.674,0	2.816,0	2.765,9	2.923,2	3.443,8	3.717,7	3.822,9	3.882,5	3.764,2	4.209,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	19.420,9	19.546,4	19.879,4	16.406,2	16.285,1	16.858,5	17.502,9	17.982,6	16.633,7	18.637,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.391,6	3.550,4	3.709,7	9.831,1	10.618,7	11.078,6	11.353,9	11.721,0	11.541,2	12.467,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	64,0	94,5	54,7	40,5	85,1	65,0	51,4	124,6	108,6	158,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	11,1	52,4	31,5	30,1	21,3	18,1	24,1	45,0	36,6	44,7
Total Recettes	**36.096,5**	**37.123,9**	**37.390,1**	**43.405,1**	**48.350,2**	**51.279,3**	**52.003,5**	**53.963,7**	**52.141,4**	**56.025,3**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	31.486,7	32.406,2	33.033,2	41.685,2	42.991,8	44.538,7	46.166,3	48.055,3	51.758,1	52.865,2
Rémunérations des salariés	12.759,8	13.221,4	13.489,1	13.827,0	14.232,8	14.908,0	15.265,3	15.890,3	16.423,6	17.085,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.390,4	4.428,2	4.483,3	4.524,7	4.444,4	4.475,6	4.809,2	5.091,0	5.174,7	5.637,4
Subventions	2.480,4	2.586,2	2.598,6	4.774,2	4.835,0	4.909,9	5.034,2	5.325,2	5.620,5	5.709,9
Prestations sociales	6.300,6	6.336,2	6.501,0	12.332,8	13.136,4	13.652,7	14.183,7	14.752,4	15.136,5	15.997,1
En espèces	3.628,6	3.740,0	3.835,6	7.717,9	8.210,9	8.560,0	8.809,1	9.340,4	9.628,7	10.136,8
En nature fournies par des producteurs marchands	2.672,0	2.596,2	2.665,4	4.614,9	4.925,5	5.092,7	5.374,6	5.412,0	5.507,8	5.860,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	806,7	805,9	854,2	1.011,5	1.162,3	1.135,0	1.204,1	1.281,6	1.975,1	1.454,4
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.155,0	610,3
Transferts courants au reste du monde	68,3	51,8	58,0	62,4	59,9	61,6	44,5	38,6	64,7	50,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	4.680,4	4.976,5	5.048,9	5.152,7	5.121,0	5.395,9	5.625,5	5.676,2	6.208,0	6.320,1
Charges d'intérêts	445,1	419,2	384,2	389,1	467,0	504,7	467,7	468,2	449,0	450,6
Dépenses en capital	4.148,0	4.992,3	4.690,7	4.707,6	4.934,2	4.818,9	6.066,8	5.046,8	5.352,9	5.924,9
Formation brute de capital fixe	2.859,6	2.948,4	3.204,0	3.324,7	3.643,0	3.484,8	3.572,0	3.714,0	3.766,0	4.278,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	23,9	138,0	57,6	47,0	69,8	112,2	88,0	65,6	89,1	79,1
Transferts en capital aux autres secteurs	889,4	1.602,2	1.088,3	997,8	866,6	932,3	1.021,8	1.051,4	1.276,6	1.336,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	375,1	303,7	340,8	338,1	354,8	289,6	1.384,9	215,8	221,2	230,8
Total Dépenses	**36.079,8**	**37.817,6**	**38.108,1**	**46.781,9**	**48.393,0**	**49.862,3**	**52.700,7**	**53.570,3**	**57.560,0**	**59.240,8**
Epargne brute	**2.482,9**	**2.341,6**	**2.186,2**	**-436,4**	**3.071,8**	**4.289,2**	**3.390,4**	**3.568,0**	**-1.946,6**	**439,1**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**16,7**	**-693,7**	**-717,9**	**-3.376,8**	**-42,8**	**1.417,0**	**-697,2**	**393,4**	**-5.418,6**	**-3.215,5**

3.2 COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1,3	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,4	1,1
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1,3	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,4	1,1
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.862,9	1.970,1	2.011,3	1.928,2	1.992,3	2.068,8	2.104,3	2.162,7	2.221,7	2.261,3
Intérêts reçus	18,2	14,3	17,3	15,2	9,2	11,1	6,4	6,6	7,2	7,7
Autres revenus de la propriété	3,6	5,0	0,1	0,5	3,4	2,2	2,1	2,3	2,1	3,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	183,8	162,3	176,7	192,0	216,0	221,4	210,1	252,8	230,9	228,3
Ventes courantes de biens et services produits	1.036,1	1.092,5	1.137,5	1.117,9	1.118,6	1.148,2	1.170,8	1.170,1	1.151,4	1.262,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	8.810,4	8.862,0	9.025,0	8.936,7	9.227,3	9.496,7	9.761,8	9.919,1	9.067,6	10.171,8
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	2.097,2	2.249,3	2.302,6	5.789,1	6.117,2	6.328,1	6.453,8	6.610,9	6.536,6	6.861,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5,6	2,9	0,0	1,5	2,4	2,2	2,2	3,0	0,0	0,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	1,1	29,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,1	0,0
Total Recettes	**14.020,2**	**14.389,7**	**14.671,8**	**17.982,8**	**18.688,0**	**19.280,4**	**19.712,9**	**20.129,0**	**19.259,0**	**20.798,0**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	13.285,4	13.574,4	13.821,0	17.150,8	17.612,7	18.316,4	18.761,7	19.313,6	19.624,7	20.396,7
Rémunérations des salariés	6.796,9	7.085,6	7.116,9	7.288,8	7.423,8	7.763,9	7.902,3	8.162,7	8.316,6	8.639,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.322,2	1.256,5	1.205,4	1.190,4	1.170,8	1.236,6	1.284,3	1.339,1	1.356,7	1.409,7
Subventions	415,9	383,0	385,3	341,3	342,8	361,2	369,9	392,0	484,2	455,5
Prestations sociales	2.068,2	2.174,2	2.281,0	2.261,7	2.305,4	2.427,1	2.517,9	2.594,5	2.655,7	2.716,0
En espèces	1.942,1	2.048,1	2.110,7	2.036,2	2.090,0	2.178,3	2.224,7	2.284,1	2.346,1	2.395,1
En nature fournies par des producteurs marchands	126,1	126,1	170,3	225,5	215,4	248,8	293,3	310,4	309,6	320,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	224,6	194,8	283,5	277,2	293,2	281,9	311,6	338,3	333,1	392,7
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,2	0,2	0,2	4,6	4,6	5,7	4,1	4,3	2,9	2,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	2.457,3	2.480,2	2.548,9	5.786,8	6.072,2	6.239,9	6.371,5	6.482,7	6.475,6	6.781,7
Charges d'intérêts	120,8	129,2	145,2	141,4	139,9	125,8	140,3	149,8	145,3	153,1
Dépenses en capital	809,9	856,6	919,8	966,2	1.001,2	1.046,0	1.018,3	1.016,3	1.008,2	1.115,8
Formation brute de capital fixe	774,3	813,7	870,9	884,6	950,5	992,7	983,1	982,4	970,9	1.079,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	2,1	2,4	-0,5	0,2	0,5	0,2	0,2	-11,5	-2,5	-2,1
Transferts en capital aux autres secteurs	16,3	23,5	5,8	13,5	18,9	17,7	14,2	7,8	10,8	6,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	17,2	17,1	43,6	67,9	31,3	35,5	20,8	37,7	29,0	31,5
Total Dépenses	**14.216,1**	**14.560,2**	**14.886,0**	**18.258,4**	**18.753,8**	**19.488,1**	**19.920,4**	**20.479,7**	**20.778,2**	**21.665,6**
Epargne brute	**607,3**	**653,3**	**705,6**	**689,1**	**933,0**	**836,1**	**808,7**	**662,6**	**-551,1**	**248,0**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-195,9**	**-170,6**	**-214,2**	**-275,6**	**-65,8**	**-207,7**	**-207,5**	**-350,7**	**-1.519,3**	**-867,6**

3.3 RÉGION WALLONNE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	2.694,5	3.090,9	3.037,6	4.359,3	6.234,4	5.995,2	6.172,6	6.371,4	6.557,2	6.389,4
Impôts directs	396,8	394,1	349,3	1.583,6	3.389,6	3.010,5	3.127,2	3.188,7	3.423,3	2.749,0
Ménages	396,8	394,1	349,3	1.583,6	3.389,6	3.010,5	3.127,2	3.188,7	3.423,3	2.749,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.587,3	1.804,2	1.846,9	1.927,3	2.052,8	2.207,4	2.254,0	2.382,2	2.332,2	2.592,8
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	710,4	892,6	841,5	848,4	792,0	777,4	791,4	800,5	801,6	1.047,6
Cotisations sociales imputées	129,2	137,4	140,7	124,2	136,3	147,9	179,0	155,5	158,6	167,6
Intérêts reçus	259,3	248,5	315,2	307,6	303,5	311,3	284,9	267,5	254,2	272,9
Autres revenus de la propriété	66,5	61,6	35,6	59,4	85,0	69,6	69,2	83,3	36,4	76,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	68,3	77,3	71,1	110,2	161,9	148,8	176,1	194,0	207,4	232,7
Ventes courantes de biens et services produits	460,5	488,0	446,0	327,7	494,7	597,5	606,6	620,6	541,8	585,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	3.717,5	3.725,5	3.755,6	2.717,7	2.667,5	2.587,6	2.688,3	2.760,4	2.585,2	2.841,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	678,8	674,6	749,9	3.813,5	4.064,5	4.179,9	4.246,6	4.346,0	4.214,8	4.534,1
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	36,5	53,1	25,1	34,4	41,5	33,6	97,1	37,2	34,5	65,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,5	9,3	9,3	9,5	11,7	9,3	9,3	9,3	9,3
Total Recettes	**8.110,9**	**8.557,5**	**8.586,2**	**11.863,2**	**14.198,6**	**14.083,1**	**14.529,7**	**14.845,1**	**14.599,4**	**15.175,5**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	6.714,3	6.968,2	7.042,4	11.894,5	12.212,5	12.550,2	12.780,7	13.163,6	14.309,3	14.948,9
Rémunérations des salariés	1.372,5	1.427,0	1.451,1	1.486,1	1.528,6	1.578,9	1.636,6	1.737,1	1.800,9	1.842,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.410,5	1.372,9	1.319,8	1.277,6	1.241,3	1.315,7	1.370,3	1.395,9	1.225,4	1.441,5
Subventions	1.172,1	1.238,8	1.285,1	2.668,0	2.741,9	2.779,5	2.798,9	2.901,6	3.193,2	3.320,1
Prestations sociales	708,8	743,5	797,7	3.937,8	4.102,7	4.178,0	4.290,0	4.420,8	4.597,0	4.700,5
En espèces	203,0	242,3	249,0	2.509,4	2.552,1	2.566,9	2.636,7	2.691,9	2.821,6	2.775,4
En nature fournies par des producteurs marchands	505,8	501,3	548,6	1.428,5	1.550,6	1.611,1	1.653,3	1.729,0	1.775,4	1.925,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	151,4	169,0	125,1	191,9	192,6	175,6	184,6	183,7	504,1	460,3
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	279,0	212,5
Transferts courants au reste du monde	1,9	1,8	1,8	2,7	14,0	15,9	16,2	13,4	13,2	13,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1.897,1	2.015,2	2.061,8	2.330,3	2.391,2	2.506,6	2.484,1	2.511,2	2.696,5	2.957,6
Charges d'intérêts	350,1	318,0	366,9	374,5	390,6	365,3	382,2	401,4	421,2	468,8
Dépenses en capital	1.575,0	1.587,7	1.883,7	1.454,8	1.493,1	1.422,2	2.061,9	1.765,9	1.707,0	3.386,3
Formation brute de capital fixe	529,6	439,1	548,4	543,2	457,1	481,2	640,9	735,0	603,2	708,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	1,4	1,7	6,7	11,7	2,4	2,2	1,8	-5,3	-15,6	6,0
Transferts en capital aux autres secteurs	725,7	765,8	903,1	538,3	649,2	601,2	685,3	726,3	770,5	2.276,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	318,4	381,1	425,4	361,6	384,5	337,5	733,9	309,9	348,8	395,2
Total Dépenses	**8.639,4**	**8.873,9**	**9.293,0**	**13.723,8**	**14.096,2**	**14.337,7**	**15.224,8**	**15.330,8**	**16.437,5**	**18.803,9**
Epargne brute	**299,7**	**325,1**	**301,0**	**-1.297,9**	**752,6**	**344,9**	**469,0**	**433,2**	**-976,5**	**-1.364,7**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-528,5**	**-316,4**	**-706,8**	**-1.860,6**	**102,4**	**-254,6**	**-695,1**	**-485,7**	**-1.838,1**	**-3.628,4**

3.4 RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1.322,9	1.567,1	1.515,1	1.875,9	2.317,9	2.282,3	2.457,1	2.364,7	2.556,3	2.470,3
Impôts directs	134,6	134,1	135,0	479,4	999,7	929,9	982,7	954,3	1.059,7	895,4
Ménages	134,6	134,1	135,0	479,4	999,7	929,9	982,7	954,3	1.059,7	895,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	766,4	800,5	828,0	866,3	891,7	862,9	919,1	957,7	1.047,3	999,8
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	421,8	632,5	552,2	530,3	426,4	489,6	555,3	452,7	449,3	575,1
Cotisations sociales imputées	38,7	40,3	40,7	38,4	39,3	39,2	39,8	21,9	22,9	25,2
Intérêts reçus	65,0	83,2	66,9	68,3	91,3	70,0	77,5	81,4	85,0	81,9
Autres revenus de la propriété	-0,8	-1,1	0,8	3,0	3,7	5,3	3,4	6,8	7,6	4,1
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	9,2	6,1	10,9	33,4	37,9	32,3	39,4	56,3	70,8	100,6
Ventes courantes de biens et services produits	431,7	439,5	443,1	439,1	486,7	541,5	606,2	609,9	531,0	595,0
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	1.052,4	1.114,2	1.253,1	1.104,0	1.067,8	999,8	1.068,8	1.099,6	1.035,2	1.131,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	342,2	407,3	497,2	454,2	665,2	617,2	624,8	606,8	628,0	737,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	10,0	12,0	19,6	9,1	7,5	12,6	11,3	14,2	8,0	41,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	85,6	56,8	54,5	34,5	81,9	59,6	109,7	72,1	62,0	63,4
Total Recettes	**3.356,8**	**3.725,4**	**3.902,0**	**4.059,9**	**4.799,2**	**4.659,9**	**5.038,0**	**4.933,7**	**5.006,7**	**5.250,6**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	2.718,8	2.828,7	2.944,0	3.589,3	3.803,0	4.052,4	4.164,2	4.457,9	5.143,2	5.495,0
Rémunérations des salariés	908,3	970,3	1.023,3	1.071,9	1.103,4	1.189,3	1.281,0	1.433,6	1.473,2	1.588,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	607,2	588,2	564,5	588,8	624,4	740,9	736,7	802,6	805,5	897,5
Subventions	217,5	244,8	270,3	718,5	760,1	783,4	761,2	801,7	838,5	872,7
Prestations sociales	124,5	123,8	126,1	127,7	137,9	132,7	141,2	118,3	130,4	142,0
En espèces	43,7	40,3	40,7	46,4	51,2	49,3	52,1	30,3	29,6	31,9
En nature fournies par des producteurs marchands	80,8	83,5	85,4	81,3	86,7	83,4	89,1	88,1	100,9	110,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	77,4	54,6	63,3	94,5	107,2	94,7	102,3	116,6	265,0	241,0
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	88,5	96,9
Transferts courants au reste du monde	0,5	2,3	0,8	1,0	5,1	0,8	0,6	0,5	3,8	2,3
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	783,4	844,6	895,7	987,0	1.064,8	1.110,6	1.141,2	1.184,6	1.538,1	1.654,2
Charges d'intérêts	88,6	92,4	105,7	96,1	87,4	85,2	80,7	84,4	104,6	106,0
Dépenses en capital	586,8	617,8	647,3	699,1	756,7	708,9	1.187,2	1.092,9	953,4	1.138,9
Formation brute de capital fixe	362,0	376,1	395,7	402,2	451,9	445,9	750,6	745,0	669,5	713,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	12,6	15,8	-4,9	36,1	5,6	10,8	-8,5	28,3	-26,7	30,3
Transferts en capital aux autres secteurs	110,2	129,4	167,1	153,8	173,5	149,4	170,1	202,6	204,0	262,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	102,0	96,6	89,5	107,0	125,6	102,9	275,0	117,0	106,6	132,0
Total Dépenses	**3.394,2**	**3.538,9**	**3.697,0**	**4.384,5**	**4.647,1**	**4.846,5**	**5.432,1**	**5.635,2**	**6.201,2**	**6.739,9**
Epargne brute	**32,0**	**102,9**	**226,0**	**-199,4**	**392,9**	**-39,5**	**116,9**	**-147,6**	**-848,9**	**-1.127,1**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-37,4**	**186,5**	**205,0**	**-324,6**	**152,1**	**-186,6**	**-394,1**	**-701,5**	**-1.194,4**	**-1.489,3**

3.5 COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	21,2	22,8	23,9	23,2	28,3	33,0	36,2	40,3	43,7	46,6
Intérêts reçus	0,4	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,5	0,9
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	4,5	3,3	3,0	1,7	1,7	3,5	3,9	6,4	3,8	4,7
Ventes courantes de biens et services produits	10,0	9,9	9,8	10,5	12,0	10,4	9,8	13,0	5,5	7,5
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	6,2	6,2	6,3	143,3	150,3	154,8	159,8	163,7	148,2	170,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	208,7	210,0	213,9	142,9	177,7	186,3	193,5	203,7	209,0	217,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	**251,0**	**252,5**	**257,0**	**323,5**	**369,9**	**388,0**	**403,4**	**427,4**	**410,6**	**447,5**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	234,2	242,4	248,5	319,0	350,8	375,6	392,8	433,1	442,9	475,6
Rémunérations des salariés	104,0	106,6	108,8	112,9	122,5	135,8	143,3	154,0	159,0	168,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	22,7	22,4	22,0	27,2	26,6	30,6	32,5	33,5	34,8	43,3
Subventions	1,0	0,9	0,9	4,4	17,5	19,4	14,4	12,7	12,1	11,2
Prestations sociales	26,3	28,2	29,6	85,5	92,3	97,6	102,1	112,9	120,7	126,7
En espèces	26,3	28,2	29,6	63,9	70,1	75,1	79,2	87,1	91,7	93,9
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	21,6	22,2	22,5	22,9	25,8	29,0	32,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	24,8	27,8	27,8	29,5	31,0	26,7	30,6	32,8	36,0	44,2
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	55,0	56,0	58,9	58,9	60,3	64,8	69,1	86,5	79,6	81,6
Charges d'intérêts	1,0	0,6	0,3	0,1	5,9	6,9	6,2	7,2	6,6	6,9
Dépenses en capital	19,1	90,9	47,3	136,2	40,2	38,8	7,8	6,4	12,8	15,9
Formation brute de capital fixe	7,0	12,7	14,2	102,5	9,1	7,2	5,2	3,4	4,6	5,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,2	0,0	0,3	0,1	0,6	4,2	0,1	0,0	0,0	1,6
Transferts en capital aux autres secteurs	2,7	60,1	21,5	4,3	19,2	17,2	1,0	2,0	5,1	5,2
Transferts en capital aux autres administrations publiques	9,2	18,2	11,4	29,3	11,3	10,2	1,6	1,0	3,0	3,3
Total Dépenses	**254,3**	**333,8**	**296,2**	**455,3**	**396,9**	**421,3**	**406,8**	**446,7**	**462,3**	**498,3**
Epargne brute	**15,8**	**9,6**	**8,1**	**2,5**	**13,3**	**5,5**	**4,4**	**-12,8**	**-38,9**	**-34,9**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-3,3**	**-81,3**	**-39,2**	**-131,9**	**-26,9**	**-33,3**	**-3,4**	**-19,2**	**-51,7**	**-50,8**

3.6 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,8	0,9	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	2,0	2,3	2,3
Intérêts reçus	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	7,7	8,3	0,7	3,9	15,6	8,5	8,5	9,3	9,0	17,2
Ventes courantes de biens et services produits	2,2	3,3	2,6	3,1	3,4	4,2	3,7	3,1	2,2	3,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	36,0	44,2	53,1	61,1	63,9	66,3	68,7	70,4	63,4	73,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	357,2	361,5	362,2	396,6	408,7	427,9	435,0	442,3	509,0	521,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	**403,9**	**418,2**	**419,7**	**465,9**	**492,9**	**508,4**	**517,4**	**527,1**	**585,9**	**617,6**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	383,8	398,7	406,4	442,2	448,8	469,6	487,0	501,6	559,4	590,6
Rémunérations des salariés	86,4	88,7	91,2	107,3	111,4	116,5	119,5	125,0	152,4	173,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	48,7	47,0	45,6	49,3	47,6	49,2	52,1	55,8	63,8	58,1
Subventions	28,0	36,8	45,9	53,5	58,3	62,7	64,8	67,9	66,7	68,7
Prestations sociales	149,1	154,9	150,9	153,2	154,2	161,1	161,2	159,4	158,6	162,7
En espèces	0,8	0,9	1,1	1,5	1,6	1,6	1,8	2,2	2,5	2,5
En nature fournies par des producteurs marchands	148,3	154,0	149,8	151,7	152,6	159,4	159,4	157,3	156,2	160,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	70,0	70,3	71,6	77,3	75,6	78,1	87,3	91,3	115,1	125,4
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1,7	1,0	1,2	1,7	1,7	2,1	2,1	2,2	2,7	2,1
Charges d'intérêts	5,8	0,3	0,3	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,4	0,2	0,1
Dépenses en capital	23,4	14,6	0,7	16,0	19,4	23,2	24,6	32,5	32,6	34,6
Formation brute de capital fixe	18,8	9,7	-6,2	8,6	12,2	13,4	14,3	21,1	22,6	26,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	3,2	3,7	5,6	6,2	5,9	7,7	3,1	5,0	6,9	4,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	1,3	1,2	1,2	1,3	1,3	2,1	7,3	6,5	3,0	3,1
Total Dépenses	**413,0**	**413,5**	**407,4**	**458,6**	**468,2**	**493,0**	**511,6**	**534,4**	**592,1**	**625,3**
Epargne brute	**14,3**	**19,2**	**13,0**	**23,4**	**44,2**	**38,7**	**30,4**	**25,1**	**26,3**	**26,9**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-9,1**	**4,7**	**12,3**	**7,3**	**24,8**	**15,4**	**5,8**	**-7,4**	**-6,3**	**-7,7**

3.7 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	4,5	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4
Intérêts reçus	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ventes courantes de biens et services produits	2,7	2,9	1,7	1,5	2,1	2,2	2,5	2,6	2,9	2,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	9,0	11,0	13,3	15,3	16,0	16,6	17,2	17,7	15,9	18,4
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	130,6	131,7	130,5	130,7	134,2	139,0	141,5	144,9	165,6	158,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,1	0,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	**147,3**	**150,7**	**151,1**	**153,3**	**159,1**	**164,4**	**171,3**	**172,4**	**192,0**	**187,2**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	119,6	121,9	116,6	114,6	123,5	126,8	131,1	128,9	145,7	144,7
Rémunérations des salariés	64,3	63,2	60,5	61,5	63,2	65,7	67,4	68,8	73,7	79,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	20,3	19,4	15,3	15,3	16,9	17,1	17,9	17,1	16,2	16,8
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	4,5	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4
En espèces	4,5	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	30,4	34,3	35,3	32,0	37,2	37,5	38,9	35,9	48,3	40,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charges d'intérêts	0,8	0,9	1,1	2,0	2,4	2,3	2,9	3,8	4,9	6,3
Dépenses en capital	30,4	29,2	57,1	26,7	31,2	37,6	88,9	58,1	80,4	30,6
Formation brute de capital fixe	2,1	12,6	32,2	11,7	13,9	17,3	54,3	29,4	51,3	27,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-1,5	0,0	0,0	0,1	3,8	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	7,3	10,0	4,5	6,0	9,0	8,4	12,1	11,2	8,2	1,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	22,5	6,6	20,4	8,9	4,4	11,8	22,6	17,5	20,8	1,6
Total Dépenses	**150,8**	**151,9**	**174,8**	**143,3**	**157,0**	**166,7**	**222,9**	**190,8**	**230,9**	**181,7**
Epargne brute	**26,8**	**28,0**	**33,4**	**36,7**	**33,3**	**35,3**	**34,3**	**39,7**	**41,3**	**36,0**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-3,5**	**-1,2**	**-23,8**	**10,0**	**2,1**	**-2,3**	**-51,6**	**-18,4**	**-38,9**	**5,5**

3.8 COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,7	1,9	1,9	1,9
Intérêts reçus	1,6	0,0	-0,3	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	1,7	19,6	0,0
Ventes courantes de biens et services produits	0,2	0,2	0,0	1,3	2,4	3,0	3,0	2,2	2,6	3,5
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	87,6	88,8	93,5	1.197,5	1.289,2	1.340,2	1.382,8	1.419,1	1.642,0	1.752,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	**90,5**	**90,3**	**94,7**	**1.199,8**	**1.293,1**	**1.344,7**	**1.387,9**	**1.424,9**	**1.666,0**	**1.757,6**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	68,1	72,5	78,9	1.172,9	1.192,9	1.220,1	1.293,2	1.349,1	1.557,6	1.591,2
Rémunérations des salariés	5,9	6,0	6,6	6,6	7,1	7,9	10,6	21,9	71,2	68,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	2,4	2,6	2,8	4,1	3,4	1,8	5,3	12,1	38,7	85,8
Subventions	0,0	0,0	0,0	-0,1	43,8	43,7	46,0	53,2	79,4	53,2
Prestations sociales	11,5	12,7	14,3	1.078,9	1.052,8	1.077,1	1.117,2	1.154,3	1.257,0	1.259,2
En espèces	1,2	1,2	1,3	774,7	785,3	802,3	825,3	835,0	903,9	878,2
En nature fournies par des producteurs marchands	10,3	11,5	13,0	304,2	267,5	274,8	291,9	319,4	353,1	381,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	16,1	17,8	20,1	26,0	25,7	28,9	35,7	26,5	27,5	33,2
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	32,2	33,4	35,0	57,4	60,1	60,6	78,4	81,0	83,9	91,0
Charges d'intérêts	0,1	0,1	0,3	0,5	16,6	17,1	16,8	14,7	18,4	17,7
Dépenses en capital	22,4	21,3	28,8	42,3	72,7	84,2	168,4	62,3	101,5	37,3
Formation brute de capital fixe	0,2	0,3	0,1	10,9	2,4	1,7	2,7	3,1	23,0	3,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	22,1	20,9	28,7	31,4	70,3	82,5	164,7	59,1	78,5	33,9
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses	**90,5**	**93,8**	**108,1**	**1.215,7**	**1.282,1**	**1.321,4**	**1.478,3**	**1.426,1**	**1.677,5**	**1.646,2**
Epargne brute	**22,4**	**17,7**	**15,5**	**26,5**	**83,6**	**107,5**	**77,9**	**61,1**	**90,0**	**148,7**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**0,0**	**-3,6**	**-13,4**	**-15,8**	**10,9**	**23,3**	**-90,4**	**-1,2**	**-11,5**	**111,4**

3.9 NON RÉPARTI

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	33,9	35,3	42,6	49,5	54,7	47,8	4,1	0,0	0,0	142,2
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	33,9	35,3	42,6	49,5	54,7	47,8	4,1	0,0	0,0	142,2
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	2,6	4,8	15,4	11,7	8,3	13,5	7,7	4,7	4,2	4,4
Autres revenus de la propriété	50,4	33,5	12,5	12,8	54,4	52,1	157,9	125,8	6,6	6,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	270,3	280,8	282,3	282,3	280,6	286,5	296,6	322,7	368,0	307,9
Ventes courantes de biens et services produits	398,6	395,7	397,3	395,3	417,9	422,6	431,2	443,6	448,3	455,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	-161,1	-170,3	-148,6	-187,6	-92,4	-67,5	-46,1	-59,4	-5,6	-198,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	-0,7	-0,1	-1,3	0,0	155,5	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
Total Recettes	**594,0**	**579,7**	**600,2**	**564,1**	**879,0**	**754,9**	**851,4**	**841,3**	**821,5**	**718,1**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	363,5	361,0	397,8	367,4	471,9	482,5	520,2	539,7	628,5	363,6
Rémunérations des salariés	115,0	112,3	120,5	134,0	131,5	131,6	131,5	150,4	156,3	155,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	181,1	177,8	190,6	189,0	287,4	304,2	307,4	310,9	306,9	304,7
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	28,7	70,3	91,8	-99,4	-16,8	-44,4	-15,0	-33,1	56,9	-169,7
Transferts courants aux entreprises	75,4	74,6	68,6	75,6	74,7	70,6	72,4	73,2	71,2	72,6
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	-36,6	-73,9	-73,6	68,2	-4,8	20,4	23,9	38,2	37,2	0,9
Charges d'intérêts	23,4	24,8	30,6	29,8	25,2	21,2	21,3	21,3	1,7	-0,3
Dépenses en capital	191,4	178,2	185,4	204,2	368,0	199,2	194,5	200,5	222,5	236,4
Formation brute de capital fixe	190,9	178,3	160,4	179,0	187,1	174,1	177,5	190,3	197,5	211,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,5	0,0	0,3	0,2	0,5	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	0,0	0,0	-0,3	-0,1	155,5	0,0	-8,2	-15,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Total Dépenses	**578,4**	**564,0**	**613,9**	**601,4**	**865,1**	**702,9**	**736,0**	**761,5**	**852,7**	**599,8**
Epargne brute	**207,7**	**194,0**	**173,0**	**166,8**	**226,4**	**251,3**	**309,9**	**276,4**	**191,4**	**354,8**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**15,6**	**15,7**	**-13,7**	**-37,3**	**13,9**	**52,1**	**115,5**	**79,9**	**-31,1**	**118,4**

4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	8.066,7	8.490,6	8.497,8	9.094,6	9.513,0	9.642,6	9.396,7	10.173,0	10.090,9	9.843,4
Impôts directs	3.100,7	3.192,5	2.926,0	3.423,6	3.726,7	3.766,6	3.648,7	3.948,0	4.075,8	3.536,3
Ménages	3.100,7	3.192,5	2.926,0	3.423,6	3.726,7	3.766,6	3.648,7	3.948,0	4.075,8	3.536,3
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	4.941,2	5.272,6	5.545,0	5.643,9	5.765,7	5.854,6	5.733,0	6.204,6	5.994,7	6.288,0
Cotisations sociales effectives	24,8	25,5	26,8	27,1	20,6	21,4	15,0	20,4	20,4	19,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.620,1	1.618,2	1.511,1	1.475,4	1.492,6	1.548,4	1.552,2	1.579,3	1.644,6	1.674,0
Intérêts reçus	111,4	92,4	87,1	56,7	52,1	72,4	80,2	50,0	58,4	55,4
Autres revenus de la propriété	868,8	829,0	791,2	789,7	871,5	966,5	832,6	815,3	905,4	860,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	1.128,0	903,8	1.023,7	848,7	820,6	857,5	849,0	868,8	938,3	1.042,2
Ventes courantes de biens et services produits	2.915,6	3.006,0	3.140,3	3.196,4	3.445,9	3.644,3	3.783,5	3.896,6	3.516,7	3.685,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	150,8	163,9	166,3	205,5	201,5	152,4	154,6	156,7	158,8	158,8
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	11.863,2	12.605,0	12.666,3	12.929,5	13.380,8	14.052,6	14.499,2	14.853,7	16.159,7	16.676,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	33,9	34,1	33,4	39,2	14,7	19,8	13,7	27,2	21,0	194,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	851,2	850,5	937,5	936,1	769,3	782,4	816,3	705,9	678,2	799,6
Total Recettes	**27.609,7**	**28.593,5**	**28.854,7**	**29.571,8**	**30.562,0**	**31.738,9**	**31.978,0**	**33.126,5**	**34.172,0**	**34.989,4**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	25.015,9	25.475,7	25.808,5	25.605,1	26.564,6	27.244,6	28.374,2	28.918,9	29.787,8	31.204,2
Rémunérations des salariés	16.085,5	16.567,7	16.767,4	16.668,1	17.207,0	17.581,8	18.391,3	18.912,7	19.545,7	20.195,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.413,7	4.434,5	4.466,6	4.431,6	4.765,9	4.913,0	5.353,7	5.378,6	5.315,6	5.786,1
Subventions	423,7	613,8	793,3	768,7	625,9	557,7	432,5	406,2	272,4	331,4
Prestations sociales	3.032,4	3.039,9	2.909,8	2.964,0	3.152,2	3.324,1	3.276,5	3.342,9	3.612,1	3.807,6
En espèces	2.652,9	2.684,8	2.586,2	2.686,8	2.870,9	3.075,4	3.069,2	3.139,7	3.390,5	3.547,8
En nature fournies par des producteurs marchands	379,5	355,1	323,6	277,2	281,3	248,7	207,3	203,2	221,6	259,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	759,3	554,7	596,2	504,3	485,0	517,1	559,9	556,0	660,1	666,0
Transferts courants aux entreprises	110,4	52,8	43,5	57,0	47,3	44,7	46,3	46,6	45,9	46,1
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	190,9	212,3	231,7	211,4	281,3	306,2	314,0	275,9	336,0	371,5
Charges d'intérêts	293,2	301,7	267,4	220,9	128,7	132,1	102,2	98,8	57,5	17,1
Dépenses en capital	4.113,2	3.556,2	3.257,3	3.256,7	2.943,5	3.419,0	4.191,3	4.176,4	3.762,9	3.631,7
Formation brute de capital fixe	3.808,7	3.290,8	2.905,2	2.927,7	2.649,7	3.135,9	3.792,7	3.795,6	3.447,1	3.307,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	98,4	38,8	77,1	73,7	-34,7	30,0	123,9	71,3	100,4	69,6
Transferts en capital aux autres secteurs	195,6	217,0	249,6	236,7	320,3	248,2	263,8	298,1	203,1	236,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	10,5	9,6	25,4	18,6	8,2	4,9	10,9	11,4	12,3	18,4
Total Dépenses	**29.422,3**	**29.333,6**	**29.333,2**	**29.082,7**	**29.636,8**	**30.795,7**	**32.667,7**	**33.194,1**	**33.608,2**	**34.853,0**
Epargne brute	**1.415,5**	**1.931,5**	**1.807,9**	**2.770,5**	**3.084,7**	**3.560,0**	**2.671,6**	**3.375,7**	**3.627,5**	**2.774,4**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-1.812,6**	**-740,1**	**-478,5**	**489,1**	**925,2**	**943,2**	**-689,7**	**-67,6**	**563,8**	**136,4**

4.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES FLAMANDES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	4.767,1	4.817,4	5.039,8	5.480,1	5.509,0	5.728,9	5.380,2	6.012,0	5.954,1	5.772,0
Impôts directs	1.928,3	1.863,5	1.816,6	2.224,5	2.227,2	2.466,2	2.277,1	2.530,9	2.581,3	2.325,5
Ménages	1.928,3	1.863,5	1.816,6	2.224,5	2.227,2	2.466,2	2.277,1	2.530,9	2.581,3	2.325,5
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.833,0	2.948,2	3.216,3	3.250,0	3.274,7	3.254,5	3.094,8	3.473,1	3.364,9	3.438,4
Cotisations sociales effectives	5,9	5,7	6,9	5,6	7,1	8,2	8,3	8,0	7,9	8,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	211,0	211,3	103,2	99,0	90,3	92,9	92,9	96,1	157,2	159,5
Intérêts reçus	85,2	81,4	73,6	59,7	49,8	51,3	74,5	46,3	40,5	37,3
Autres revenus de la propriété	491,3	495,6	466,6	441,0	497,6	554,7	435,6	429,8	505,7	472,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	245,7	169,8	299,7	200,7	184,6	205,0	195,3	197,2	255,6	310,2
Ventes courantes de biens et services produits	1.460,6	1.512,9	1.653,2	1.685,8	1.839,4	1.949,1	2.045,7	2.100,5	1.835,9	1.872,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	4.494,3	4.767,8	4.865,4	4.939,3	5.113,4	5.279,1	5.360,5	5.334,0	5.137,0	5.457,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	17,1	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	211,5	228,6	283,8	337,5	275,1	276,1	367,6	345,6	284,9	368,7
Total Recettes	**11.983,9**	**12.299,3**	**12.785,3**	**13.243,2**	**13.559,2**	**14.137,1**	**13.952,3**	**14.561,5**	**14.171,0**	**14.450,3**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	10.160,7	10.385,4	10.543,7	10.532,7	10.877,0	11.187,3	11.574,6	11.677,3	11.171,8	11.807,7
Rémunérations des salariés	4.819,7	4.932,6	5.011,0	4.771,6	4.951,7	5.037,0	5.256,7	5.395,4	5.711,2	5.901,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.089,6	2.102,2	2.094,3	2.089,2	2.285,6	2.407,1	2.751,3	2.743,4	2.642,1	2.949,4
Subventions	434,1	576,8	668,1	607,7	467,4	439,9	321,7	313,0	154,6	203,5
Prestations sociales	659,8	681,4	555,9	564,7	638,6	725,5	572,1	568,9	682,3	721,4
En espèces	513,0	527,4	423,2	443,8	507,1	610,1	503,3	501,4	602,6	625,7
En nature fournies par des producteurs marchands	146,8	154,0	132,7	120,9	131,5	115,4	68,8	67,5	79,8	95,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	404,8	268,6	369,6	274,5	275,5	307,9	323,2	330,2	401,0	398,8
Transferts courants aux entreprises	62,3	5,2	0,0	9,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1.690,4	1.818,5	1.844,8	2.216,1	2.258,1	2.269,9	2.349,5	2.326,4	1.580,6	1.633,1
Charges d'intérêts	406,3	397,2	407,7	378,4	331,6	319,7	283,2	263,2	244,0	225,3
Dépenses en capital	2.451,2	2.131,6	1.780,7	1.818,0	1.703,0	2.070,3	2.596,3	2.529,3	2.321,7	2.305,2
Formation brute de capital fixe	2.191,0	1.842,6	1.406,3	1.449,2	1.399,4	1.646,4	2.173,3	2.124,8	1.870,0	1.851,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	44,5	22,8	49,3	49,9	0,1	84,1	111,4	92,4	113,2	114,6
Transferts en capital aux autres secteurs	74,1	87,0	176,8	166,0	232,2	168,1	219,5	184,9	177,1	172,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	141,7	179,2	148,3	152,9	71,3	171,7	92,0	127,3	161,5	167,4
Total Dépenses	**13.018,2**	**12.914,2**	**12.732,0**	**12.729,2**	**12.911,7**	**13.577,3**	**14.454,1**	**14.469,8**	**13.737,5**	**14.338,2**
Epargne brute	**1.188,3**	**1.273,5**	**1.550,1**	**1.994,6**	**2.075,4**	**2.354,0**	**1.726,9**	**2.275,4**	**2.470,2**	**2.048,6**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-1.034,3**	**-614,9**	**53,2**	**514,0**	**647,5**	**559,8**	**-501,7**	**91,7**	**433,5**	**112,1**

4.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES WALLONNES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	2.192,8	2.498,5	2.328,8	2.410,2	2.651,4	2.585,4	2.722,1	2.775,1	2.772,3	2.633,2
Impôts directs	786,6	1.003,0	825,2	905,1	1.131,2	963,9	1.061,8	1.079,9	1.140,4	902,4
Ménages	786,6	1.003,0	825,2	905,1	1.131,2	963,9	1.061,8	1.079,9	1.140,4	902,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.401,8	1.491,0	1.499,1	1.500,0	1.515,6	1.616,9	1.655,7	1.690,5	1.627,0	1.726,0
Cotisations sociales effectives	4,4	4,5	4,5	5,1	4,6	4,5	4,6	4,7	4,8	4,8
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	140,8	82,5	78,3	76,7	74,6	90,8	74,1	63,6	53,8	54,6
Intérêts reçus	59,8	53,2	44,3	26,4	24,9	40,3	25,8	26,0	24,7	22,6
Autres revenus de la propriété	197,5	155,7	164,9	199,5	239,1	292,2	271,1	263,6	228,8	222,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	193,6	38,2	38,4	37,4	42,2	44,7	47,2	48,6	46,8	67,3
Ventes courantes de biens et services produits	1.119,8	1.155,2	1.170,6	1.161,3	1.205,9	1.245,9	1.261,9	1.298,8	1.263,8	1.348,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	2.901,3	3.040,5	3.204,4	3.260,9	3.428,6	3.414,3	3.621,9	3.767,4	3.921,2	4.156,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	13,3	13,9	24,3	12,7	10,9	10,5	7,4	12,5	14,7	169,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	426,9	456,0	585,8	366,7	385,2	377,1	253,7	455,2	235,6	310,1
Total Recettes	**7.245,6**	**7.493,8**	**7.639,8**	**7.551,7**	**8.062,9**	**8.101,1**	**8.285,0**	**8.710,8**	**8.561,7**	**8.985,2**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	6.237,8	6.293,7	6.418,8	6.526,2	6.810,1	6.813,7	7.121,7	7.306,0	7.438,1	7.776,9
Rémunérations des salariés	3.322,1	3.422,7	3.513,1	3.376,8	3.467,8	3.483,7	3.664,8	3.804,8	3.831,2	3.970,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.088,6	1.118,8	1.101,1	1.054,3	1.104,6	1.141,8	1.195,9	1.204,1	1.157,1	1.236,2
Subventions	110,7	66,1	53,5	110,6	94,3	77,6	52,6	29,9	48,8	58,2
Prestations sociales	645,4	585,3	566,9	642,7	699,0	724,3	793,3	808,7	895,6	963,9
En espèces	599,8	541,8	529,0	606,5	663,6	689,4	755,0	771,8	857,3	916,6
En nature fournies par des producteurs marchands	45,6	43,6	37,9	36,3	35,5	34,9	38,3	36,9	38,3	47,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	150,6	171,4	167,8	169,8	172,2	165,3	173,5	170,7	195,8	221,5
Transferts courants aux entreprises	0,6	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,2
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	920,0	929,0	1.016,2	1.171,9	1.271,9	1.220,7	1.241,5	1.287,5	1.309,0	1.326,5
Charges d'intérêts	214,0	209,4	201,3	190,5	185,1	170,9	161,7	163,5	143,1	136,7
Dépenses en capital	1.199,6	1.115,4	1.160,5	1.058,7	812,3	974,3	1.061,9	1.220,9	1.004,4	929,8
Formation brute de capital fixe	1.202,2	1.010,4	1.113,0	1.037,8	771,1	929,6	1.016,0	1.119,4	987,6	910,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-7,1	4,5	5,9	-4,7	-17,5	-9,5	-1,9	1,0	-3,4	-26,2
Transferts en capital aux autres secteurs	-9,5	75,4	8,8	-1,2	32,7	26,2	-4,3	64,0	-3,8	23,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	14,0	25,1	32,7	26,8	25,9	28,0	52,1	36,5	24,0	22,1
Total Dépenses	**7.651,4**	**7.618,5**	**7.780,6**	**7.775,4**	**7.807,5**	**7.958,9**	**8.345,3**	**8.690,4**	**8.585,7**	**8.843,3**
Epargne brute	**353,7**	**520,8**	**409,6**	**455,6**	**671,5**	**729,0**	**740,5**	**773,6**	**730,2**	**591,7**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-405,8**	**-124,7**	**-140,8**	**-223,7**	**255,3**	**142,3**	**-60,2**	**20,4**	**-23,9**	**141,9**

4.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES BRUXELLOISES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1.015,7	1.097,4	1.050,5	1.124,3	1.256,8	1.237,0	1.266,5	1.334,5	1.312,2	1.387,1
Impôts directs	224,4	261,4	233,3	242,3	294,1	289,5	307,2	312,0	328,4	284,0
Ménages	224,4	261,4	233,3	242,3	294,1	289,5	307,2	312,0	328,4	284,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	783,4	827,6	809,3	873,3	955,3	940,4	958,8	1.016,5	977,7	1.098,0
Cotisations sociales effectives	7,9	8,4	7,9	8,6	7,3	7,0	0,4	6,0	6,1	5,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	28,1	25,2	23,1	21,4	21,1	19,1	24,4	28,5	21,0	24,1
Intérêts reçus	8,5	6,1	2,7	2,5	2,7	2,3	2,7	3,1	5,9	1,6
Autres revenus de la propriété	168,8	168,3	149,3	139,2	120,3	110,6	116,3	113,2	163,6	157,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	25,9	25,4	12,9	18,5	22,1	22,8	28,3	27,3	29,7	39,5
Ventes courantes de biens et services produits	277,8	283,8	261,5	266,1	291,9	328,7	352,8	376,3	296,0	335,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	1.378,2	1.433,6	1.456,9	1.480,0	1.545,3	1.591,2	1.640,3	1.684,3	1.845,0	1.960,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	3,2	5,6	8,6	25,7	2,7	8,5	5,5	13,4	5,6	21,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	106,3	109,5	74,6	86,5	119,4	109,3	77,3	104,6	82,8	147,3
Total Recettes	**3.012,5**	**3.155,1**	**3.040,1**	**3.164,2**	**3.382,2**	**3.429,5**	**3.514,3**	**3.685,2**	**3.761,8**	**4.075,2**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	2.616,7	2.707,5	2.748,3	2.753,8	2.931,3	2.990,3	3.134,3	3.216,2	3.365,3	3.653,0
Rémunérations des salariés	1.117,4	1.167,7	1.136,4	1.151,3	1.203,9	1.264,1	1.301,0	1.363,9	1.405,0	1.512,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	221,4	226,6	212,7	214,6	213,9	218,4	241,9	252,8	266,1	296,3
Subventions	8,7	8,6	69,9	48,3	62,4	31,6	53,2	56,6	60,2	64,7
Prestations sociales	480,5	467,0	473,7	462,2	498,6	516,9	537,7	561,2	607,3	673,7
En espèces	293,5	309,5	320,6	344,6	386,8	420,8	439,9	465,0	505,9	559,0
En nature fournies par des producteurs marchands	187,0	157,5	153,1	117,6	111,8	96,0	97,8	96,2	101,4	114,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	45,5	48,4	50,8	51,9	29,2	35,7	55,6	47,4	56,8	37,3
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,5	0,1	0,5	0,3
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	743,2	789,2	804,8	825,3	923,3	923,5	944,3	934,1	969,3	1.068,0
Charges d'intérêts	73,8	70,6	64,7	62,1	58,1	48,5	50,2	46,0	44,8	41,6
Dépenses en capital	447,9	362,6	299,6	322,9	293,2	266,5	351,1	347,2	409,2	356,6
Formation brute de capital fixe	367,7	332,5	275,2	294,6	297,7	273,9	331,7	336,7	395,1	342,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-6,9	-15,3	-9,4	-11,0	-29,3	-30,1	0,0	-31,4	-7,1	-15,1
Transferts en capital aux autres secteurs	81,0	36,7	26,1	32,0	13,0	14,7	6,8	31,5	13,0	23,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	6,0	8,7	7,8	7,3	11,8	7,9	12,6	10,4	8,3	6,5
Total Dépenses	**3.138,4**	**3.140,8**	**3.112,7**	**3.138,8**	**3.282,7**	**3.305,2**	**3.535,6**	**3.609,4**	**3.819,2**	**4.051,2**
Epargne brute	**212,5**	**261,8**	**143,9**	**236,1**	**270,7**	**273,0**	**246,9**	**305,1**	**263,3**	**211,7**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-125,9**	**14,3**	**-72,6**	**25,4**	**99,5**	**124,3**	**-21,4**	**75,8**	**-57,5**	**24,0**

4.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES GERMANOPHONES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	32,6	34,8	36,6	36,9	37,1	40,3	42,4	43,5	42,8	43,7
Impôts directs	12,9	14,8	16,0	16,2	16,5	17,0	18,5	18,8	17,7	18,1
Ménages	12,9	14,8	16,0	16,2	16,5	17,0	18,5	18,8	17,7	18,1
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	19,6	19,9	20,5	20,6	20,5	23,2	23,8	24,6	25,0	25,5
Cotisations sociales effectives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5
Intérêts reçus	0,4	0,3	0,5	0,2	0,7	1,0	1,2	0,6	1,1	1,1
Autres revenus de la propriété	3,7	3,1	3,9	3,6	8,5	3,5	3,4	3,0	3,0	2,8
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,7	0,9	0,9	1,2	1,1	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Ventes courantes de biens et services produits	22,2	22,6	25,7	26,5	25,4	26,3	25,9	22,4	20,5	23,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	25,1	25,8	26,5	47,8	48,4	51,9	53,8	55,6	60,7	63,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,2	0,0	0,3	0,2	0,5	0,2	0,1	0,6	0,0	1,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	4,6	3,7	23,9	10,8	10,7	9,8	12,5	1,9	-1,0	6,4
Total Recettes	**89,9**	**91,7**	**118,8**	**127,7**	**132,9**	**134,4**	**140,6**	**129,1**	**128,6**	**144,6**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	71,8	75,0	76,9	97,6	101,2	109,1	110,5	114,1	114,2	116,0
Rémunérations des salariés	34,0	35,5	35,5	42,9	44,5	45,5	48,1	48,8	48,5	50,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	19,2	20,6	20,4	21,9	23,8	22,9	24,4	25,0	23,1	24,9
Subventions	3,3	3,7	1,8	2,1	1,9	8,5	5,0	6,6	8,8	4,9
Prestations sociales	0,5	0,6	0,6	9,9	11,1	11,5	11,7	12,1	12,1	12,0
En espèces	0,5	0,6	0,6	7,4	8,6	9,2	9,3	9,4	9,9	9,8
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,1	2,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	6,5	6,0	5,1	4,9	4,9	4,9	4,9	5,2	5,2	6,6
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8,3	8,7	13,6	15,9	15,0	15,7	16,4	16,3	16,6	17,4
Charges d'intérêts	2,0	2,2	3,4	1,9	2,0	1,9	1,8	1,7	1,5	1,4
Dépenses en capital	36,7	20,0	22,4	25,7	19,9	23,8	28,6	23,5	15,0	16,7
Formation brute de capital fixe	36,8	19,5	22,4	28,0	18,1	22,5	30,1	23,5	15,8	15,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-1,5	-0,8	-0,8	-1,2	-0,5	-0,6	-1,0	-1,5	-1,3	-0,3
Transferts en capital aux autres secteurs	0,7	0,4	0,5	-1,9	1,4	0,4	-1,9	1,3	0,4	0,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,6	0,9	0,2	0,7	0,9	1,5	1,4	0,3	0,1	0,4
Total Dépenses	**110,5**	**97,3**	**102,6**	**125,2**	**123,1**	**134,8**	**140,9**	**139,3**	**130,7**	**134,1**
Epargne brute	**11,3**	**10,6**	**14,3**	**17,2**	**18,6**	**13,4**	**15,7**	**10,9**	**13,8**	**18,8**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-20,6**	**-5,6**	**16,1**	**2,5**	**9,9**	**-0,4**	**-0,3**	**-10,2**	**-2,1**	**10,5**

4.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES NON-RÉPARTIES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	58,5	42,5	42,2	43,2	59,0	51,0	-14,5	7,9	9,4	7,4
Impôts directs	148,4	49,7	34,9	35,5	57,8	30,0	-15,9	6,4	8,0	6,4
Ménages	148,4	49,7	34,9	35,5	57,8	30,0	-15,9	6,4	8,0	6,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	-96,5	-14,1	-0,1	-0,1	-0,3	19,5	-0,1	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	6,6	6,9	7,3	7,7	1,5	1,5	1,5	1,6	1,4	1,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.239,9	1.298,8	1.306,0	1.277,7	1.306,1	1.345,1	1.360,3	1.390,4	1.412,0	1.435,3
Intérêts reçus	-42,5	-48,7	-34,0	-32,0	-26,0	-22,5	-24,1	-25,9	-13,8	-7,0
Autres revenus de la propriété	7,5	6,3	6,5	6,4	6,0	5,5	6,1	5,7	4,4	5,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	662,1	669,5	671,8	591,0	570,5	584,1	577,4	594,8	605,4	624,3
Ventes courantes de biens et services produits	35,3	31,5	29,3	56,8	83,4	94,4	97,2	98,5	100,4	104,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	150,8	163,9	166,3	205,5	201,5	152,4	154,6	156,7	158,8	158,8
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.064,3	3.337,3	3.113,1	3.201,5	3.245,0	3.716,1	3.822,7	4.012,5	5.195,8	5.038,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,2	0,1	0,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	101,9	52,6	-30,5	134,6	-21,1	10,2	105,2	-201,4	75,8	-32,9
Total Recettes	**5.277,9**	**5.553,7**	**5.270,8**	**5.485,2**	**5.424,9**	**5.937,0**	**6.085,5**	**6.039,8**	**7.548,8**	**7.334,2**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	5.928,7	6.013,9	6.020,9	5.694,7	5.845,2	6.144,1	6.433,2	6.605,4	7.698,3	7.850,6
Rémunérations des salariés	6.792,2	7.009,3	7.071,6	7.325,4	7.539,0	7.751,5	8.120,6	8.299,8	8.549,8	8.760,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	994,9	966,2	1.038,0	1.051,7	1.138,1	1.122,6	1.140,2	1.153,3	1.227,3	1.279,2
Subventions	-133,1	-41,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	1.246,1	1.305,5	1.312,8	1.284,5	1.304,9	1.345,9	1.361,8	1.392,1	1.414,8	1.436,7
En espèces	1.246,1	1.305,5	1.312,8	1.284,5	1.304,9	1.345,9	1.361,8	1.392,1	1.414,8	1.436,7
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	152,0	60,3	3,0	3,3	3,2	3,3	2,7	2,5	1,2	1,7
Transferts courants aux entreprises	47,5	47,1	43,2	47,7	47,1	44,5	45,7	46,2	44,8	45,7
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	-3.171,0	-3.333,1	-3.447,8	-4.017,8	-4.187,1	-4.123,7	-4.237,7	-4.288,4	-3.539,6	-3.673,5
Charges d'intérêts	-402,9	-377,7	-409,7	-412,0	-448,1	-408,9	-394,8	-375,5	-375,9	-387,9
Dépenses en capital	-21,9	-73,3	-6,0	31,5	115,0	84,1	153,3	55,4	12,5	23,4
Formation brute de capital fixe	11,0	85,8	88,2	118,1	163,3	263,4	241,5	191,2	178,6	187,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	69,4	27,7	32,1	40,7	12,5	-13,9	15,4	10,7	-1,0	-3,5
Transferts en capital aux autres secteurs	49,5	17,5	37,2	41,8	41,0	38,9	43,7	16,5	16,4	17,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	-151,7	-204,3	-163,6	-169,1	-101,7	-204,2	-147,3	-163,0	-181,5	-178,1
Total Dépenses	**5.503,8**	**5.562,9**	**5.605,2**	**5.314,2**	**5.512,1**	**5.819,3**	**6.191,8**	**6.285,3**	**7.334,9**	**7.486,1**
Epargne brute	**-349,9**	**-135,2**	**-310,0**	**67,2**	**48,3**	**190,9**	**-58,7**	**10,7**	**150,0**	**-96,1**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-225,9**	**-9,2**	**-334,3**	**170,9**	**-87,2**	**117,6**	**-106,3**	**-245,5**	**213,9**	**-151,8**

5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	55.592,5	56.993,4	57.734,4	59.375,9	60.898,9	62.675,5	64.252,5	66.750,0	65.736,7	69.466,5
Impôts directs	1.411,5	1.425,1	1.424,8	1.423,6	1.520,2	1.501,4	1.549,8	1.572,1	1.520,2	1.648,3
Ménages	1.093,7	1.116,5	1.116,0	1.106,1	1.197,7	1.208,7	1.252,6	1.267,0	1.222,9	1.327,5
Sociétés	317,8	308,6	308,8	317,5	322,5	292,7	297,2	305,1	297,3	320,8
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.425,5	1.534,4	1.519,6	1.583,3	1.643,1	1.736,3	1.925,7	2.339,2	2.381,3	2.638,8
Cotisations sociales effectives	52.755,5	54.033,9	54.790,0	56.369,0	57.735,6	59.437,8	60.777,0	62.838,7	61.835,2	65.179,4
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	7,0	7,1	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	459,1	436,4	406,9	412,7	403,5	359,9	325,7	387,2	314,6	260,9
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	118,6	141,3	150,0	156,2	215,9	140,6	141,4	137,5	114,6	148,3
Ventes courantes de biens et services produits	297,9	290,4	307,1	303,6	327,4	354,0	377,6	407,9	473,2	472,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	15.173,7	15.431,0	15.937,0	9.339,7	9.877,5	13.682,1	14.845,4	15.847,1	16.876,3	20.004,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	12.109,3	13.526,8	14.449,0	8.384,0	19.136,9	17.447,4	16.780,4	17.888,6	30.986,1	25.501,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	31,4	36,0	32,6	39,3	28,9	37,6	40,1	4,8	40,2	38,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	**83.789,5**	**86.862,4**	**89.024,1**	**78.011,4**	**90.889,0**	**94.697,1**	**96.763,1**	**101.423,1**	**114.541,7**	**115.892,6**
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	82.888,7	85.753,8	87.541,2	75.910,5	90.955,1	93.701,0	96.863,2	100.134,6	113.189,4	114.280,0
Rémunérations des salariés	1.564,9	1.600,4	1.677,4	1.608,1	1.634,8	1.658,7	1.670,7	1.587,0	1.617,6	1.692,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.030,4	1.001,5	1.015,6	964,5	970,0	992,9	1.056,4	1.025,6	1.112,4	1.108,2
Subventions	5.342,9	5.267,1	5.412,2	1.608,1	1.763,2	1.949,2	2.045,4	2.197,3	4.744,1	4.088,2
Prestations sociales	74.230,0	77.118,3	78.572,7	70.985,8	76.631,1	78.704,3	81.390,7	84.204,3	94.097,5	95.495,9
En espèces	48.248,2	50.386,5	51.133,9	46.138,2	51.223,0	52.550,2	54.197,9	55.772,5	66.032,4	64.392,0
En nature fournies par des producteurs marchands	25.981,8	26.731,8	27.438,8	24.847,6	25.408,1	26.154,1	27.192,8	28.431,8	28.065,1	31.103,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	443,9	469,2	528,0	436,5	508,8	530,9	571,1	642,8	844,7	822,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	164,4	53,0
Transferts courants au reste du monde	26,7	26,1	22,5	24,8	30,9	25,8	22,0	24,6	10,7	13,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	249,9	271,2	312,8	282,7	9.416,3	9.839,2	10.106,9	10.453,0	10.598,0	11.006,1
Charges d'intérêts	138,0	160,5	180,9	235,0	22,7	11,3	-40,3	-36,8	-65,3	10,1
Dépenses en capital	1.152,2	1.310,5	1.455,3	1.077,5	190,2	179,6	193,9	166,7	470,1	184,1
Formation brute de capital fixe	76,1	63,9	81,7	62,6	69,9	87,9	84,1	83,1	154,0	78,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	1.076,1	1.246,6	1.373,6	1.014,9	120,3	91,7	109,8	83,6	316,1	105,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses	**84.178,9**	**87.224,8**	**89.177,4**	**77.223,0**	**91.168,0**	**93.891,9**	**97.016,8**	**100.264,5**	**113.594,2**	**114.474,2**
Epargne brute	**941,2**	**1.106,5**	**1.419,4**	**1.967,4**	**26,0**	**1.048,2**	**-25,2**	**1.427,7**	**1.577,3**	**1.684,2**
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	**-389,4**	**-362,4**	**-153,3**	**788,4**	**-279,0**	**805,2**	**-253,7**	**1.158,6**	**947,5**	**1.418,4**

6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 p	2021 p
Soldes SEC2010										
Communauté flamande	16,7	-693,7	-717,9	-3.376,8	-42,8	1.417,0	-697,2	393,4	-5.418,6	-3.215,5
Communauté française	-195,9	-170,6	-214,2	-275,6	-65,8	-207,7	-207,5	-350,7	-1.519,3	-867,6
Région wallonne	-528,5	-316,4	-706,8	-1.860,6	102,4	-254,6	-695,1	-485,7	-1.838,1	-3.628,4
Région de Bruxelles-Capitale	-37,4	186,5	205,0	-324,6	152,1	-186,6	-394,1	-701,5	-1.194,4	-1.489,3
Communauté germanophone	-3,3	-81,3	-39,2	-131,9	-26,9	-33,3	-3,4	-19,2	-51,7	-50,8
Commission communautaire française	-9,1	4,7	12,3	7,3	24,8	15,4	5,8	-7,4	-6,3	-7,7
Commission communautaire flamande	-3,5	-1,2	-23,8	10,0	2,1	-2,3	-51,6	-18,4	-38,9	5,5
Commission communautaire commune	0,0	-3,6	-13,4	-15,8	10,9	23,3	-90,4	-1,2	-11,5	111,4
Unités interrégionales	15,6	15,7	-13,7	-37,3	13,9	52,1	115,5	79,9	-31,1	118,4
Ajustement statistique	0,4	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Total	**-745,0**	**-1.059,6**	**-1.511,7**	**-6.005,2**	**170,6**	**823,4**	**-2.018,1**	**-1.110,8**	**-10.109,9**	**-9.024,0**
Soldes incorporant les avances en matière de centimes additionnels régionaux										
Communauté flamande	n.	n.	n.	-548,6	88,2	806,7	-704,7	130,3	-6.014,4	-2.890,0
Région wallonne	n.	n.	n.	-547,3	-209,6	-195,3	-757,3	-516,5	-2.171,2	-3.192,2
Région de Bruxelles-Capitale	n.	n.	n.	125,8	33,3	-129,8	-441,0	-697,3	-1.291,0	-1.391,0
Total des communautés et régions	n.	n.	n.	-1.413,1	-129,2	329,0	-2.134,7	-1.400,5	-11.135,4	-8.164,0
p.m. Pouvoir fédéral	n.	n.	n.	-9.921,7	-10.680,9	-5.120,8	-924,0	-8.992,6	-31.634,7	-21.322,0

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

https://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive NBB.Stat. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît vers la mi-octobre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours. Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 60 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés vers la mi-octobre dans la base de données NBB.Stat de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde.

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, à la mi-octobre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionale, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées, au nombre d'heures travaillées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres

régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété), du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible) et du compte de redistribution du revenu en nature (montants bruts et nets jusqu'au taux d'épargne). Outre les dépenses de consommation des ménages, les dépenses de consommation des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages sont régionalisées.

7. Personnes de contact

PIB trimestriel et "flash"	quarterly.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Comptes annuels			
- branches d'activité	production.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
- dépenses	expenditure.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Comptes des secteurs	sectors.na@nbb.be	Odile Biernaux	+32 2 221 30 44
Comptes des administrations publiques	governmentfinance.na@nbb.be	Claude Modart	+32 2 221 30 26
Comptes régionaux	regional.na@nbb.be	Monica Maeseele	+32 2 221 30 28
Marché du travail	labour.na@nbb.be	Bernadette Boudry	+32 2 221 47 54
Stock de capital	expenditure.na@nbb.be	Cédric Luppens	+32 2 221 42 88
Tableaux emplois-ressources (SUT)	sut.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Compte satellite des ISBL	sectors.na@nbb.be	Hélène Volon	+32 2 221 55 70
Diffusion des séries	nationalaccounts.na@nbb.be	Kristof Segers	+32 2 221 38 70
Supervision et coordination	coordination.na@nbb.be	Isabelle Brumagne	+32 2 221 28 77

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n’existe pas ou n’a pas de sens
n.	non disponible
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

nationalaccounts.na@nbb.be

Editeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale
Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en octobre 2022